

Jean Mathieu et P.-H. Maury

BOUSBIR

La prostitution dans le Maroc colonial

Ethnographie d'un quartier réservé

Édité et présenté par Abdelmajid Arrif



PARIS
MÉDITERRANÉE

Titre original: *La prostitution marocaine surveillée de Casablanca. Le quartier réservé.*

Photographies: Direction de la santé publique et de la famille - Service médico-social.

Ouvrage publié en collaboration avec
l'Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)
Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme
5, rue du Château de l'Horloge
B.P. 647 13094 Aix-en-Provence Cédex 2

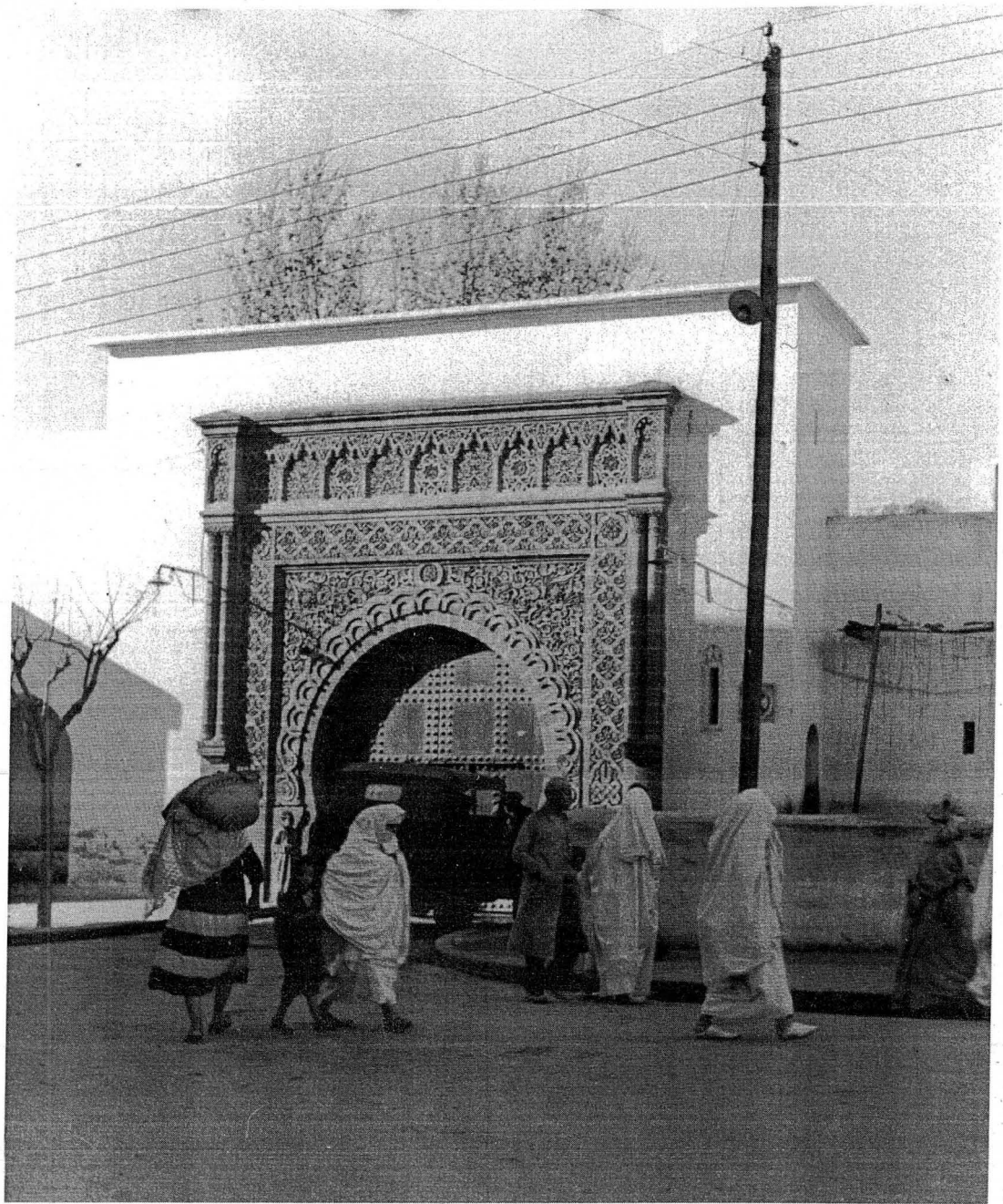
© Éditions Paris-Méditerranée 2003
87, rue de Turenne - 75003 Paris
ISBN: 2-84272-183-7



« La basse prostitution est un pénible métier où la femme opprimée sexuellement, économiquement soumise à l'arbitraire de la police, à une humiliante surveillance médicale, aux caprices des clients, promise aux microbes, à la maladie, à la misère est vraiment ravalée au niveau d'une chose. »

Simone de Beauvoir

Le Deuxième Sexe, Paris, NRF, 1949.



Présentation

La *prostitution marocaine surveillée de Casablanca. Le quartier réservé (1951)*¹, n'est pas un document de plus de la période du protectorat français au Maroc exaltant l'exotisme et le pittoresque orientaux et un de leurs avatars : la prostitution.

Littérature, photographies, cartes postales, brochures distribuées aux militaires débarquant au Maroc, guides touristiques divers indiquant sur les plans de certaines villes marocaines la localisation des quartiers réservés, etc., présentaient de façon explicite et parfois très appuyée une topographie et des scènes de l'exotisme parmi lesquelles la prostitution et ses lieux constituaient un morceau de choix.

Le Guide de Casablanca, par exemple, invite « les touristes, amateurs d'études de mœurs, [...] (à) gagner la ville close de "Bousbir", quartier neuf réservé aux femmes publiques. Recluses entre des murs infranchissables et bien qu'évoluant dans un cadre qui ne manque pas de poésie, ces dernières se trouvent là, obligatoirement assujetties à la surveillance constante et vigilante de la police et des services sanitaires (entrée gratuite, autorisée à tous les visiteurs, non recommandée aux enfants et aux jeunes filles) ² ».

Or, le document nous réserve une première surprise : en épigraphe, les auteurs — J. Mathieu et P.-H. Maury — ont choisi un passage du *Deuxième Sexe* : « La basse prostitution est un pénible métier où la femme opprimée sexuellement, économiquement soumise à l'arbitraire de la police, à une humiliante surveillance médicale, aux caprices des clients, promise aux microbes, à la maladie, à la misère est vraiment ravalée au niveau d'une chose³. » Le désenchantement est au programme. Que ceux qui espèrent découvrir, par procuration, les « joies » de l'exotisme — voilant la misère, la réalité telle qu'elle se présente parfois dans ses habits les plus sordides : ceux de l'humiliation, de l'oppression et de l'arbitraire — soient avertis. C'est dans ce sens que la citation de Simone de Beauvoir ouvre le livre par un appel à la lucidité et un rappel des réalités ; il affirme clairement une dis-

tance avec le discours exotique sur la prostitution ; rappel d'autant plus fort qu'il s'agit d'une enquête menée dans un contexte colonial marqué par la mise en contact violente et forcée de deux sociétés différentes. Soulignons qu'il s'agit également d'un lieu surinvesti d'images exotiques et de fantasmes. La volonté, exprimée par les auteurs, est de rompre avec cette manière d'approcher le quartier réservé : « On a fait, écrivent-ils, autour de ce quartier réservé une publicité savante, par la littérature, par le dessin ou la photographie qui tend à représenter ce milieu, aussi méprisable que dangereux pour la santé publique, comme plein de poésie, d'originalité, d'orientalisme et qui vaut d'être connu de plus près. » (p. 113).

Les auteurs s'interdisent également de porter un regard moralisateur sur leur objet d'étude ou de nous faire part de leur jugement de valeur. Il leur arrive même de s'excuser auprès du lecteur pour l'usage qu'ils font de certains termes à connotation sexuelle qu'ils considèrent comme « grossiers » et triviaux. Ceci fait partie de la posture objectivante et méthodologique qui définit leur rapport à leur terrain de recherche. Leur parti pris est de décrire la prostitution et son lieu, le quartier réservé de Casablanca, de la manière la plus proche du vécu des prostituées : « C'est, écrivent-ils, cette vie réelle que nous voudrions décrire. » (p. 41).

Les auteurs de cette enquête sont médecins de formation et ont établi ce rapport pour le Service de la santé publique impliqué dans la gestion de Bousbir. L'établissement de leur biographie n'est pas facile : jusqu'à présent je n'ai pu recueillir aucune donnée de cette nature. Si je n'ai eu aucune indication biographique ni bibliographique sur P.-H. Maury hormis sa profession de médecin, j'ai pu, en revanche, disposer de plus d'informations sur J. Mathieu. On trouve cités de façon fréquente, dans les bibliographies de cette période, ses écrits. Un extrait de la *Bibliographie critique...*, établie par A. Adam, permet de le présenter : « L'œuvre la plus importante à cet égard [concernant le domaine médico-social, l'hygiène...] est celle du D^r Mathieu. Ses études sur l'alimentation et les niveaux de vie, poursuivies durant toute sa carrière marocaine, à travers vingt années et des populations aussi variées que celles de Figuig et du Gheria, les Israélites de Rabat et de Casablanca, sont réparties entre le *Bulletin de l'Institut d'hygiène* et le *Bulletin économique et social*. Il a enfin publié, dans la collection de l'Institut des hautes études marocaines, en collaboration avec Roger Maneville, un ouvrage sur *Les Accoucheuses musulmanes traditionnelles de Casablanca*, les *qâbla-s*, qui met en œuvre une riche moisson, non seulement de faits relatifs à la médecine traditionnelle, mais de rites, de croyances et de coutumes de la vie familiale⁴. »

Les écrits de J. Mathieu sur le Maroc remontent à notre connaissance à 1927. Ils ont porté, dans le cadre de monographies sociologique ou ethnographique, sur des faits relevant de la médecine, des pratiques alimentaires et sanitaires, des niveaux de vie et des budgets familiaux du prolétariat marocain dans les médinas, les mellahs et les bidonvilles. Sa bibliographie telle que j'ai pu la recenser se compose des écrits suivants :

- J. MATHIEU :

- « Notes sur la géographie et le parasitisme intestinal à Figuig », *Archives de la médecine des enfants*, 1927.

- « Notes sur les pratiques médicales de Figuig », *Maroc médical*, Casablanca, 1928.

- « Études des conditions de vie dans une palmeraie du Moyen Gheris et contrôle de la nutrition de ses habitants », *Bulletin de l'institut d'hygiène du Maroc*, Rabat, vol. I-II, 1939.

- « Notes sur l'enfance juive du mellah de Casablanca », *Bulletin de l'institut d'hygiène du Maroc*, vol. VII, 1947.

- En collaboration avec R. MANEVILLE :

- Revenus et niveaux de vie indigènes au Maroc*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1934.

- « Niveaux de vie et alimentation des prolétaires musulmans de Casablanca », *Archives du CHEAM*, 1949 (dactyl.).

- « Le tabac dans l'économie marocaine. Incidence sur le budget du prolétaire musulman de Casablanca », *Bulletin économique et social du Maroc*, vol. XIV, n° 49 et n° 50, 1951.

- *Les accoucheuses musulmanes traditionnelles de Casablanca*, Publication de l'IHEM, vol. LIII, 1952.

- En collaboration avec J. LUMMAU et H. HERSE : « Contrôle de l'état de nutrition des indigènes musulmans d'un douar marocain suburbain, "bidonville" de Port-Lyautey », *Bulletin de l'institut d'hygiène du Maroc*, Rabat, vol. IV, 1937.

- En collaboration avec BARON et LUMMAU : « Étude de l'alimentation au mellah de Rabat et contrôle de l'état de nutrition de ses habitants », *Bulletin de l'institut d'hygiène du Maroc*, vol. III-IV, 1938.

Ces deux médecins — J. Mathieu et P.-H. Maury — ne répondent ni à la figure du « visiteur du pauvre », celle du XIX^e siècle en France et en Angleterre, ni aux orientations missionnaires et philanthropiques qui lui sont associées. De même, nous l'avons vu affirmé de façon claire, ils refusent de verser dans le discours des « peintres, "poètes maudits", journalistes, navigateurs, militaires stationnés à Casablanca » qui « ont créé une légende érotique sur Bousbir (le quartier réservé). Elle chante les charmes de la femme voilée et reprend à son compte toutes les fabulations des contes des *Mille et Une Nuits* et tous les poncifs de l'Orient. La vérité est tout autre. » (p. 2).

Cette prise de distance ne relève pas seulement de l'ordre du discours, elle est présente également à travers la définition que donnent les auteurs de la prostitution. Celle-ci n'est pas définie en termes éthiques ou psychologiques; elle ne résulte pas d'une déviance; elle n'est pas non plus un fait culturel qui serait consubstantiel à un groupe ethnique particulier⁵. Les auteurs traitent de la prostitution en tant que *fait économique*, guidée par le jeu de l'offre et de la demande attaché à tout commerce, et ils l'inscrivent dans le champ des relations sociales et des dynamiques des changements qui caractérisaient, à l'époque, la société marocaine: détribalisation, exode rural, urbanisation, salariat, conditions de vie, délitement des modes de régulation et de contrôle social, etc.

La prostituée, dans ce cas, n'est pas considérée en tant que personne en marge de la société, développant des pratiques déviantes, ou en situation de désaffiliation totale. Les véritables déterminations de la pratique de la prostitution sont d'ordre économique et social; les autres causes, souvent avancées, telles que « l'ignorance, l'absence d'éducation, une sexualité exaltée, le défaut de résistance à la tentation masculine, la faiblesse morale, la paresse, le goût du luxe, la promiscuité des logis, un niveau mental inférieur à la moyenne [...] » (p. 35), tout cela ne peut expliquer, selon les auteurs, les raisons profondes d'une telle pratique.

La prostitution est un commerce et la prostituée fait partie du néoprolétariat urbain. Seules sa trajectoire et les raisons qui l'ont amenée à pratiquer ce type d'activité plutôt qu'un autre la différencient des autres populations prises dans le même mouvement général d'exode rural, de destruction de l'économie des campagnes, d'urbanisation... La prostituée quitte son milieu d'origine, sa famille, son mari non pas parce qu'elle aurait des dispositions morales (ou immorales) et psychologiques qui la prédestinent à exercer cette activité, mais bien parce qu'elle est l'objet de violence. L'entrée dans le quartier réservé correspond à un moment de rupture qui

rend toutes les formes de liens filiaux, matrimoniaux, tribaux... précaires et trop lâches pour exercer la contrainte et le contrôle social sur la femme. L'enfermement dans le quartier de Bousbir s'apparente, paradoxalement, à une sorte de refuge auquel la prostituée accède, parfois volontairement, suite à une fuite. Cette enquête montre que, dans tous les cas considérés⁶, l'entrée au quartier réservé correspond à une rupture liée à un drame : perte d'un des deux parents, veuvage ou bien séparation liée à une violence : répudiation, viol, fuite du domicile pour échapper à l'autorité et à la brutalité d'un père, à l'arbitraire d'un mari, ou d'une belle-mère ou bien encore à la suite d'une rafle de la police.

En se centrant sur leur terrain d'étude, les auteurs inscrivent leur objet dans le présent et évitent les détours par l'histoire : ils refusent de se retourner vers le passé pour produire une connaissance réflexive et normative, présentant la société marocaine telle qu'elle devrait être et non pas telle qu'elle est. Au contraire, ils se sont attachés à nous décrire de façon détaillée et monographique le fonctionnement du quartier réservé et le vécu des prostituées ; mettant en valeur les données du terrain, les restituant de manière plus sensible sans les écraser par un appareil théorique et par un ensemble d'informations décontextualisées. En cela, ils sont novateurs.

L'enquête sur Bousbir dans le contexte de la sociologie de la période coloniale — les années 1930-1950

Cette monographie ne peut être isolée et ne peut prendre tout son sens que si on la relie à une enquête plus large ; celle communément appelée « enquête Montagne⁷ ». Robert Montagne⁸, préoccupé par des problèmes liés à l'urbanisation, à l'exode rural, à la stabilisation de la main-d'œuvre marocaine, à l'émergence d'un prolétariat urbain, à l'industrialisation..., problèmes dont les enjeux étaient très actuels (à la fin des années 1940), avait mis en œuvre et dirigé une enquête collective, de nature extensive, couvrant la presque totalité du Maroc.

Pour sa réalisation, il a été fait appel à des groupes d'enquêteurs composés d'enseignants, de certains membres du Contrôle civil, des Affaires indigènes, de la Direction de l'hygiène publique ; l'ensemble étant dirigé par la Section sociologique du Maroc. D'autres participants ont contribué à la fois à la coordination locale des enquêtes et, également, à la réalisation de monographies. Parmi eux, on retrouve à côté d'Adam, de Maneville, d'Hubert et de Coïdan, le D^r Mathieu. On comprend alors mieux pourquoi il est fait référence à l'enquête réalisée par Maneville dans le document portant sur les

prostituées de Casablanca⁹. D'ailleurs, J. Mathieu a collaboré avec ce dernier à l'étude des accoucheuses traditionnelles musulmanes et des niveaux de vie et de l'alimentation des prolétaires musulmans de Casablanca.

Il est à noter, d'autre part, que la référence à l'« enquête Montagne » dans les divers ouvrages et articles, faisant le bilan de la sociologie au Maroc pendant la période coloniale, est incontournable: « C'est au Maroc, écrit André Adam, où il [Robert Montagne] disposait du réseau d'amis et d'anciens élèves le plus dense, qu'il entreprit en 1948-1950, l'étude de ces phénomènes nouveaux. Associant un grand nombre de collaborateurs, officiers des Affaires indigènes, contrôleurs civils, professeurs, médecins, assistantes sociales, l'enquête, qu'il organisa et dont il rédigea les conclusions, analyse d'une part les causes et les modalités de l'émigration des ruraux, d'autre part leur adaptation au travail industriel et à la vie citadine¹⁰. »

Cette enquête marque un tournant dans la manière d'approcher la société « indigène », jusque-là saisie à travers les éléments relevant de l'archaïque, des survivances, du passé, et des traces d'une civilisation considérée comme figée dans son évolution. Robert Montagne était plutôt attentif aux transformations contemporaines affectant la société marocaine et soucieux de les scruter et de les appréhender au présent, à la lumière d'un contexte historique immédiat. Le détour par le passé ne pouvait être justifié au regard des évolutions « inédites » et de l'enjeu que représentaient ces dernières. Celles-ci exigeaient une connaissance pour un traitement à court terme. Cette enquête marque également un retournement de perspective dans l'histoire des sciences sociales de la période coloniale, dans la mesure où le fait urbain devient une préoccupation politique et une question sociale urgente à traiter et à connaître.

C'est dans ce cadre que les sciences sociales vont être réinvesties pour la gestion du Protectorat. La sociologie, l'ethnographie, la géographie, les statistiques..., chacune de ces disciplines a participé, à sa manière, à l'instruction de l'action des administrateurs et des divers acteurs de la ville sous forme de monographies et d'enquêtes. Sollicitées pour informer l'action de réforme sociale menée par le Protectorat, et ce dans les domaines de l'habitat, de la santé, de l'hygiène publique, les sciences sociales appliquées au champ urbain se sont révélées plus pragmatiques et préoccupées de répondre à des questions pratiques.

La promotion, voire l'insertion institutionnelle des sciences sociales, trahissent le lien organique de ces dernières avec le projet colonial. L'interpénétration entre différentes catégories (chercheurs, militaires,

responsables administratifs, médecins...) a été favorisée par le partage de l'idéal et du projet coloniaux et par les institutions de formation et de recherche fondées par le Protectorat au Maroc (la Mission scientifique, la Section sociologique de la Direction des affaires indigènes, l'Institut des hautes études marocain, les Collèges musulmans...) ou d'institutions créées en France (Institut franco-musulman, l'École coloniale, l'Académie des sciences d'outre-mer...). On passe du temps de l'exploration et de l'inventaire de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle au temps de la gestion et du gouvernement du Protectorat par les sciences sociales.

Ces institutions étaient destinées à la formation du personnel administratif des colonies. Le programme de formation, par exemple, du Centre des hautes études d'administration musulmane comportait « une initiation aux sciences humaines et méthodologies des diverses disciplines concernées ; études des contacts de civilisation et des problèmes généraux des pays d'outre-mer ; aspects de l'évolution contemporaine des différents pays d'Afrique et d'Asie¹¹ ».

Appliquée à la ville, la sociologie a étudié, dans les premières années du Protectorat, « l'organisation politico-religieuse des villes traditionnelles, leur gestion administrative, leur organisation économique, et plus généralement leurs rapports de pouvoir avec la campagne environnante¹² » ; et a porté sur des communautés restreintes comme la communauté juive. Si, dans les premières années, les groupes sociaux privilégiés de ces études étaient les notables citoyens dits *évolués* et les artisans, il n'en était pas de même à la fin des années 1930 où la figure de l'indigène prolétarisé, néo-citadin émerge et devient un objet central dans les enquêtes, monographies et recherches sociologiques. Ces dernières ont porté sur les thèmes du « bidonville, du prolétariat, de l'industrie, de l'exode rural, et sur les problèmes d'urbanisme¹³ ». Ces thèmes s'inscrivent dans un contexte marqué par la crise de la ville quant à sa capacité à intégrer le néoprolétariat urbain, à lui offrir de meilleures conditions de vie, de travail et d'hygiène.

Je voudrais avancer une hypothèse qui peut être féconde quant à la construction d'une histoire de la sociologie de la période coloniale mais qui nécessite de rester conscient des dérives que représente un certain anachronisme lié à la comparaison qui la fonde. J'ai été frappé par l'homologie, et non la *similitude*, des conditions de l'émergence de la sociologie, en Occident, en tant que discipline et celles de l'affirmation de la sociologie pendant la période coloniale au Maroc. Celle-ci s'est inscrite, depuis le milieu des années 1930, dans une problématique qui la rapproche de celle de la sociologie comtienne positiviste : une science *du* social préoccupée

non seulement par l'explication des faits sociaux mais également planificatrice du devenir social ; à la fois technique sociale et outil de gouvernement. Elle est née, aussi, pour étudier la société industrielle, les transformations qu'elle induit et les effets sociaux qui lui sont associés. C'est ainsi que les thèmes de la « naissance du prolétariat », du machinisme, de l'exode rural, de la déstructuration de certains cadres sociaux (familles...), de l'urbanisation, de l'évolution des comportements et des modes de vie, de la prostitution et de certaines formes de déviance (délinquance, criminalité...), de l'hygiène (mortalité, prophylaxie...), etc., ont été privilégiés dans un souci de contrôle et de réforme. Si cette hypothèse peut paraître séduisante, il faudrait néanmoins observer une certaine vigilance ne serait-ce qu'en raison du décalage historique qui sépare ces deux périodes (XIX^e et XX^e siècles) et en raison des différences entre les deux sociétés en question.

À partir des années 1940, on ne parle plus, dans les enquêtes sociologiques, d'indigène mais de « Marocain moderne », de prolétaire, de néocitadin dont il faut accompagner l'évolution, sinon la lui inculquer par la médiation de l'habitat et du modèle culturel qu'il véhicule, de l'hygiène, du travail stable, etc.

Ce changement de perspective, opéré dans les études sociales et sociologiques, est à relier aux transformations qui affectent la société marocaine dans les années 1940 et 1950. L'émergence dans les villes d'un prolétariat croissant, l'accélération de l'exode rural, le retard enregistré dans la construction de logements pour les Marocains, à part quelques réalisations de prestige, la détérioration et le surpeuplement de la médina, l'amplification de l'habitat précaire (bidonvilles, douars, lotissements illégaux...), la crise financière liée à la guerre, à la sécheresse, les problèmes d'épidémies ; et bien sûr les manifestations et lutte pour l'indépendance dont le cadre est désormais la ville.

Le tableau de la ville, ainsi brossé, nous éloigne de celui de la ville exotique et pittoresque du début du protectorat qu'affectionnaient et admiraient certains voyageurs et écrivains¹⁴.

L'enquête de J. Mathieu et P.-H. Maury peut être considérée comme le prolongement de celle, extensive, portant sur la *Naissance du prolétariat marocain* que ce soit en terme chronologique¹⁵ au niveau de l'esprit de la démarche ou bien au niveau de la problématique envisagée : l'émergence d'un néoprolétariat dans les villes marocaines. Mais ce type de démarche et de méthode d'enquête a été mis en œuvre particulièrement par J. Mathieu, bien avant l'enquête Montagne. La bibliographie citée plus haut, en atteste

l'antériorité. Si Robert Montagne cristallise ce moment de « rupture », déjà évoqué, c'est parce qu'il a contribué à systématiser ce type d'enquête au travers d'une application extensive et une restitution synthétique et cumulative des différentes données localement recueillies.

R. Montagne aborde la question de la prostitution de manière lapidaire et « pudique » et l'intègre au chapitre traitant de la « décomposition de la famille » marocaine au contact avec la ville : « Nous ne dirons rien ici de la prostitution clandestine dont le développement est surprenant. Tout indique l'existence, dans les bidonvilles et les *derbs*, d'une anarchie sexuelle qui est une conséquence, croyons-nous, de la dislocation de la famille patriarcale et de la libération des femmes, échappant à la contrainte sociale¹⁶. » Pour un traitement plus approfondi de la prostitution et de son rapport à la naissance du prolétariat, R. Montagne renvoie le lecteur à l'enquête sur Bousbir qui était alors à l'état de projet ou en cours de réalisation : « Ces aspects (la prostitution) de la vie du prolétariat marocain, écrit R. Montagne, seront abordés, nous l'espérons, dans une enquête nouvelle organisée au Maroc avec l'aide de la Caisse d'aide sociale du Maroc¹⁷. »

Ce contexte permet d'éclairer et de mieux apprécier cette monographie portant sur le quartier réservé de Casablanca. De même, on comprend mieux les précautions et distances méthodologiques observées par les auteurs vis-à-vis d'un certain discours exotique qui exalte le *Harem colonial*¹⁸. C'est pourquoi il serait réducteur de ranger ce document parmi ceux qu'on qualifie de « sciences coloniales », en raison de considérations nationales et idéologiques animées par un rapport passionnel et conflictuel au regard porté par le colonisateur sur la société marocaine. Certains sociologues marocains appellent même à la fondation d'une sociologie qui serait *nationale*, ce qui paraît absurde ; car peut-on *nationaliser* une discipline scientifique ? Il est indéniable que les sciences sociales ont été marquées par les contextes politique et idéologique coloniaux et il ne s'agit pas d'ignorer les conditions mêmes de production de ces sciences. Mais il ne faudrait pas négliger un autre aspect lié à la production et à l'accumulation de connaissances que des chercheurs, enseignants et autres responsables ont permis et qui, une fois débarrassées de leur « habit colonial », nous informent et nous instruisent sur les sociétés colonisées et parfois sur certains de leurs aspects et domaines que le savoir indigène néglige ou considère comme illégitimes. La question de la prostitution en est un exemple. C'est en raison de ces diverses considérations que cette enquête, portant sur des prostituées marocaines, représente un moment non négligeable dans l'histoire même des enquêtes sociologiques et plus largement de la sociologie marocaine. Il

reste une référence importante de par le thème et les faits traités et de par le foisonnement des informations recueillies. C'est pour rendre compte de son originalité et de son caractère novateur que j'ai privilégié, dans ma présentation de ce document, la dimension méthodologique, d'autant plus que les auteurs n'abondent pas en précisions en ce domaine et n'explicitent pas les principes qui ont orienté leur enquête.

L'enquête : méthodes, orientations et sources

L'étude du quartier réservé de Casablanca répond au modèle monographique qui tend à appréhender un groupe restreint dans un espace localisé et bien délimité. L'objectif poursuivi étant de proposer une « couverture » extensive et détaillée des différentes dimensions de la vie sociale, professionnelle, institutionnelle, des formes de sociabilité, des manières de se vêtir, de se nourrir, de se « farder », de la vie matérielle (mobilier...), des techniques du corps et sexuelles, du parler, etc., de la prostituée. Cette multiplicité des angles d'approche répond à la logique totalisante des études monographiques.

Afin de saisir cette multiplicité et la diversité du vécu des prostituées, les auteurs mobilisent des techniques d'enquête variées. Ainsi les auteurs procèdent au croisement des données statistiques, obtenues par questionnaire, avec des données qualitatives recueillies à partir d'entretiens (« interrogatoires¹⁹ »), récits de vie, études de cas, photographies de certaines prostituées, des intérieurs des maisons et du quartier, relevés de tatouages et, enfin, la constitution d'un corpus lexical propre au parler des prostituées ou relevant de leur vie matérielle. De la même manière, les auteurs passent d'une restitution « sèche » des données statistiques à un registre narratif relevant de la description. Ce passage se fait avec beaucoup d'aisance, ce qui leur permet de présenter leur terrain d'enquête de façon très sensible et donne de la chair aux courbes, graphiques et tableaux statistiques présentés. Ces derniers ne font pas écran à la réalité sensible de ce quartier mais, au contraire, sont là pour situer, mettre en contexte, permettre de généraliser ou de relativiser les cas individuels présentés, les portraits dressés et les biographies résumées.

En cela, les auteurs sont encore une fois novateurs. Car il suffit de se remettre dans le contexte du débat des années 1950 qui a marqué la sociologie française, pour mesurer l'intérêt méthodologique et l'originalité que revêt cette enquête. Au cours de cette période, le champ sociologique était marqué par le débat méthodologique opposant le courant quantitativiste à

celui des qualitatistes ; dans un cadre problématique plus général celui de la part de scientificité à accorder aux données dites objectives et à celles dites subjectives. Les auteurs ont su, par la variation et le croisement des sources et des outils d'enquêtes, échapper à cette opposition manichéenne et réductrice contenue dans ce conflit de méthodes.

Ce qui leur a permis d'échapper à ces écueils est à lier, à mon sens, au « décentrement » qu'ils ont pu opérer par rapport à leur discipline et au caractère « exotique » de leur terrain. Le décentrement est double : d'une part, ils ont su traiter la question de la prostitution en sociologues et non exclusivement en médecins comme leur formation les prédestinait à le faire et, d'autre part, ils ont utilisé des méthodes d'observation et de recueil des données relevant de l'ethnographie. J. Mathieu et P.-H. Maury auraient pu, en tant que médecins travaillant pour l'Institut d'hygiène publique du Maroc, se contenter de traiter de la prostitution à travers ses dimensions médicales et prophylactiques. Or ces dimensions n'occupent qu'une part marginale du travail qu'ils exposent de façon plus détaillée et polémique en conclusion de leur étude, notamment en ce qui concerne la gestion institutionnelle de la prostitution clandestine. Au contraire, ils ont fait œuvre de sociologue et d'ethnographe. J. Mathieu avait déjà privilégié cette approche sociologique de faits relevant de la médecine dans d'autres études et enquêtes, concernant les accoucheuses traditionnelles, les pratiques alimentaires et les conditions de vie et — en particulier — sanitaires des enfants juifs dans les mellahs²⁰ de Casablanca.

L'autre élément qui, à mon avis, a favorisé ce décentrement disciplinaire, est lié au caractère exotique de leur terrain d'enquête. Exotique au sens anthropologique, à savoir la confrontation des auteurs avec une société différente de la leur ; ce qui nécessite une connaissance de son fonctionnement, de son évolution, de ses structures, de ses valeurs, etc. Cette connaissance ne peut se réduire à la maîtrise d'un de ces aspects. Le fait sectoriel à observer nécessite un éclairage plus large et un détour par le culturel, le religieux, le social, le symbolique, etc.

L'expérience de l'altérité, ici la société marocaine, est d'abord une expérience de décentrement culturel. Ce décentrement, opéré par les auteurs, leur a permis de ne pas succomber complètement à l'ethnocentrisme en vogue, porté à l'époque par le regard des occidentaux sur les sociétés indigènes en situation coloniale. C'est ainsi qu'ils tentent quelques comparaisons entre prostituées occidentales et prostituées marocaines. Il en ressort plus d'éléments d'homologie que de différence. Car la comparaison opérée n'est pas faite en termes essentialistes opposant une culture à une autre

mais, plutôt, en termes de pratiques professionnelles et de gestion institutionnelle de la prostitution; reprenant le principe avancé par M. Mauss, à savoir la comparaison de faits et non de cultures.

De même, la situation d'enquête est éludée. Son explication aurait été profitable pour le lecteur d'autant plus que l'objet d'étude, les prostituées, est sensible et suppose quelques précautions; sans oublier que le contexte territorial et institutionnel de cette enquête, à savoir un quartier réservé surveillé, qualifié par les auteurs de « concentrationnaire », est marqué par le contrôle constant qu'exerce sur les prostituées la présence de figures de l'autorité tels que policiers, médecins, infirmiers, gardiens... Ce rapport social et administratif est loin de conférer à la situation d'enquête les qualités de neutralité et de distanciation; et, par la même, il est susceptible de la biaiser. N'oublions pas, non plus, que les auteurs sont eux-mêmes médecins exerçant pour l'institution impliquée dans la gestion du quartier de Bousbir. C'est paradoxalement leur statut de médecins et la situation particulière de leur terrain d'enquête, qui leur ont permis une connaissance approfondie et parfois très intime de la vie des prostituées.

Les termes qu'ils utilisent pour désigner, par exemple, les entretiens effectués auprès des prostituées sont symptomatiques de ce rapport social propre à la situation qui caractérise cette enquête. Ils trahissent un vocabulaire policier. Les auteurs parlent alors d'interrogatoire pour désigner ce qu'on appellerait, en sciences sociales, entretiens, récits de vie ou interviews. Mais la qualité des données recueillies, les informations personnelles, intimes voire confidentielles obtenues, me poussent à croire qu'il s'agit bien d'entretiens et non d'interrogatoires de type policier réalisés sous la contrainte et par la violence physique, sinon morale.

L'économie de ce détour méthodologique et théorique, observée par les auteurs, m'a amené à une sorte de reconstruction, au fur et à mesure de la lecture de ce document, de leurs partis pris méthodologiques et de leur approche; ainsi qu'à les situer, pour mieux apprécier leur apport, par rapport à d'autres pratiques d'enquête propres à cette période, fin des années 1940 et début des années 1950, et s'inscrivant dans des courants sociologiques de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle.

La méthode d'enquête qui caractérise cette étude s'apparente, par certaines de ses dimensions, à celle déjà expérimentée et formalisée par F. Le Play et ses disciples. Cela est manifeste au niveau de l'observation directe, proche de l'observation ethnographique, du souci de relever des budgets familiaux et de les présenter sous une forme statistique. Les auteurs

reprennent, pour compléter cette grille et l'adapter au terrain marocain, les grilles d'enquête déjà appliquées à celui-ci, en 1934, par René Hoffherr et Moris²¹ pour l'étude des revenus et niveaux de vie des Marocains en milieux urbain et rural. Cette enquête sera la préfiguration du modèle utilisé par le Service central des statistiques au Maroc « auquel, nous dit A. Adam, on doit non seulement l'analyse des résultats des recensements, mais des sondages et enquêtes d'un vif intérêt social et même sociologique, comme le sondage sur l'emploi et le chômage à Casablanca en 1958, et l'enquête sur la consommation et les dépenses des ménages marocains musulmans de 1959-1960²² ».

Ce type d'enquête produit des données foisonnantes et multiples et des documents dont la caractéristique est de contenir un luxe de détails. Les auteurs, J. Mathieu et P. H. Maury, ne s'en privent pas. Les données couvrent de façon minutieuse le domaine de l'alimentation, des vêtements, du logement, de la toilette, de l'hygiène, de la consommation, des distractions et des loisirs. Ils recensent jusqu'au nombre de paquets de cigarettes et de canettes de bière ou de bouteilles d'alcool achetées par jour ; comptabilisent les sommes consacrées à l'aumône, aux dons, lors de la visite des tombeaux des saints, etc. Ces données statistiques sont enrichies et éclairées d'observations ethnographiques. Les statistiques, estiment nos auteurs, représentent un garant de restitution objective et exacte du réel et un « admirable outil d'investigation critique ». (p. 125).

Ce type d'approche produit un effet de totalité et de transparence :

a) *totalité* : on a l'impression de maîtriser la connaissance de l'univers social, économique et matériel de la population enquêtée. Cette forme de restitution du réel est liée à la méthode monographique.

b) *transparence* : on a, à la lecture des données, le sentiment que rien ne nous échappe de la vie des enquêtés. Une sorte de dévoilement nous donne l'impression de pénétrer l'intérieur le plus secret et intime de Bousbir et des prostituées qui l'animent. L'image, qui nous vient alors à l'esprit, est celle d'un « inventaire après décès » où tout est mis à plat ou plutôt *par terre* pour le rendre visible, dénombrable et mesurable : on ouvre les armoires pour compter les vêtements et les sous-vêtements, on ouvre les placards pour compter la vaisselle, les ustensiles de cuisine... ; on donne à voir le mobilier, etc.

En relisant le *Manuel d'ethnographie* de Marcel Mauss publié en 1947, on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement et de supposer l'influence de ce manuel sur le choix des méthodes adoptées par les auteurs de cette

monographie et sur leur manière d'« observer et de classer²³ » les faits. Ce qui conforte cette hypothèse, c'est la nature même de ce manuel composé de cours donnés à l'Institut d'ethnologie, à l'École pratique des hautes études ou bien au Collège de France, destinés « à des administrateurs, à des colons dépourvus de formation professionnelle²⁴ ». Il s'agit d'instructions et d'un ensemble de principes méthodologiques à observer pour la collecte, l'observation et l'enquête à la fois extensive et intensive dans les diverses colonies françaises afin de « constituer scientifiquement les archives de ces sociétés plus ou moins archaïques²⁵ ».

M. Mauss définissait l'ethnologie en tant que science de constatations et de statistiques. Ainsi, il prônait le descriptif, la comparaison de faits et non de cultures, l'exhaustivité, la neutralité dans le jugement porté sur la société étudiée, l'inscription dans le présent ethnographique (dans le terrain) sans détours historiques inutiles fondés souvent sur des hypothèses « dangereuses » et l'emploi limité de la théorie et de l'intuition. De même, il préconisait de privilégier la présentation des éléments ethnographiques recueillis sous une forme sobre, économe en interprétation, mais appuyée sur des plans, des graphiques, des statistiques..., de recourir à la variation des sources et des techniques d'enquête — dans une visée d'exhaustivité et de couverture la plus complète possible du terrain : statistiques géographiques, démographiques ; documents photographiques et cinématographiques ; documents philologiques (« y compris les plus vulgaires²⁶ ») ; biographies... « L'emploi simultané de ces différentes méthodes permettra d'aboutir non seulement à la fixation des masses, mais à la fixation des individus à l'intérieur de ces masses²⁷ ». Mais nous ne pouvons affirmer de façon certaine l'influence directe de ce *Manuel* sur le travail des auteurs et sur leurs méthodes.

Ces différents principes et instructions, que les leçons de Mauss et leur publication permettaient de diffuser auprès des administrateurs et professionnels présents dans les colonies, trouvent un de leurs terrains d'application dans l'étude du quartier de Bousbir.

Mais si les auteurs se sont bien inscrits dans ce type d'approche, ils ont fait preuve d'originalité et d'innovation. Car ils ont su échapper à un des écueils de l'enquête monographique, à savoir la clôture du terrain d'enquête et la réduction des différentes dimensions de la vie sociale des enquêtées au seul territoire d'étude détaché de toute détermination extérieure. Ils n'ont pas traité le quartier réservé en tant qu'isolat ou entité autonome dont l'intelligibilité serait réductible à cet espace et à lui seul. Ils ont pu, au contraire, articuler ce terrain au reste des espaces balisés par la trajectoire des prostituées et des activités occupées par celles-ci ; ce qui nous en donne

un éclairage plus riche. C'est le cas des éléments, cités dans ce document, portant sur le lieu d'origine des prostituées, sur leur rapport à la famille restée en tribu, le rapport à la ville... En traitant de l'alimentation, les auteurs citent l'exemple des prostituées juives qui observent des rituels culinaires liés à certaines prescriptions (cacher) et au calendrier religieux (la *dīna* ou la *shīna* du samedi, jour du sabbat). C'est aussi l'exemple du réseau familial et amical, dont les membres résidant à l'extérieur de Bousbir, qui permet à la prostituée de continuer à se conformer à ces pratiques et, par-là même, à garder un lien avec l'extérieur. « À noter, écrivent les auteurs, que la *shīna*, qui nécessite la cuisson au four, est toujours apportée de l'extérieur aux filles israélites de Bousbir. Ce sont des amies ou des parents qui, régulièrement, une fois par semaine, apportent du Mellah de la vieille ville, le plat du samedi ». (pp. 52-53).

D'autres exemples, se rapportant aux pratiques de loisirs des prostituées ou aux rythmes de fréquentation du quartier réservé, montrent, d'une part, que la prostituée fait l'apprentissage de la ville et pratique certains lieux tels que les *halqa*²⁸, la piscine ou la plage, la corniche de Aïn Diab, le cinéma, la ville européenne, va en pèlerinage à des tombeaux de saints ou fait des parties de campagne... Et, d'autre part, les rythmes de fréquentation sont liés aux rythmes de la ville (le samedi et le dimanche Bousbir est plus fréquenté), à la situation économique en général²⁹, à certains événements tel que le débarquement américain à Casablanca, à la présence des marins et des soldats, etc.

Les quelques avatars d'ethnocentrisme que laisse transparaître ce document, concernent l'usage que les auteurs font de la catégorie d'« évolution » qu'ils appliquent à telle ou telle catégorie de prostituées, qu'elles soient juives ou musulmanes. Les auteurs qualifient les prostituées juives d'« évoluées » car elles manifestent un comportement et des pratiques qui les rapprocheraient de la prostituée occidentale : elles sont plus instruites, commercent avec des clients européens et américains, ne portent pas le voile, mettent des chaussures, décorent leurs chambres de photos, ont des pratiques sexuelles plus « raffinées », etc. Alors que la prostituée musulmane ne transgresse pas certains tabous liés à la sexualité, sont plus frustes, penchant pour « les pratiques occultes d'une magie populaire bien connue du monde méditerranéen », n'ont pas recours à l'avortement, portent des vêtements traditionnels... Mais ils citent d'autres exemples qui relativisent ces observations.

La prostituée marocaine a souvent un comportement et des manières de se vêtir qui diffèrent selon qu'elle se trouve à l'intérieur de Bousbir ou bien en ville. C'est ainsi qu'on la voit habillée en jupe, en « tutu », fardée, dévoilée, parfois les cheveux coupés courts, portant des pantalons masculins,

fumant des cigarettes, ayant des relations sexuelles avec des non-musulmans, buvant de la bière ou de l'alcool... ; bref, en rupture avec le mode de vie dominant. Par contre, quand elle est en ville, rien ou presque rien ne la différencie, sauf en cas de racolage sur la voie publique, des autres Marocaines : habillée en jellaba, voilée, elle visite les *sadat* (tombeaux des saints), donne l'aumône... En fait, elle établit une frontière entre son espace de travail — qui pourrait être considéré comme son espace privé — et l'espace public urbain.

Il s'agit, en fait, d'indicateurs qui relèvent moins de la thématique de l'« évolution sociale », ici connotée idéologiquement, que de celle de l'acculturation liée aux transformations de la société marocaine, au contact et sous la pression de la société coloniale, au sein de laquelle les prostituées ne sont qu'un des groupes témoins.

En cela, cette enquête reste marquée par le contexte historique et culturel de sa réalisation. Les auteurs n'échappent pas au « discours-vulgate » qui se répète d'une enquête à une autre, d'un objet de recherche à un autre. Il s'agit du discours classificatoire qui interprète les rythmes de changements, portés par la « modernisation » du pays et son acculturation, ou la résistance à ceux-ci, à travers des catégories relevant du religieux, de l'ethnique et parfois du racial. Ces divers référents différencient les populations juives et musulmanes du Maroc. *L'Israélite*, *l'Arabe*, *le Berbère*, *le Musulman*... sont autant de catégories hétérogènes investies pour tracer des lignes de partage et des frontières dessinant des identités spécifiques et un rapport différent à la société coloniale. Ainsi les juifs sont considérés plus évolués car ils répondent, plus positivement, à l'image de l'évolution définie par le colonisateur. Celle-ci est mesurée à l'aune de la proximité ou de la distance du modèle de comportement, de pensée, de mode de vie que représente la société coloniale. On traite alors du « changement social et culturel [...] sous la forme d'un changement orienté, d'une plus ou moins grande adaptation des groupes restreints à la structure dominante, à savoir la société coloniale et européenne. Une telle théorie du changement a parfaitement cadré avec les préoccupations de l'administration dans son souci de gouverner et de contrôler l'évolution des sociétés indigènes³⁰ ». Il est inutile d'insister sur le caractère ethnocentrique d'une telle échelle de mesure et des jugements de valeurs qui lui sont attachés. Les auteurs citent d'ailleurs des exemples de prostituées musulmanes dont le comportement et les pratiques sont proches de ceux des juives.

Ce qui ressort de façon forte et convaincante de cette enquête, même si les auteurs n'en traitent pas directement, c'est que la prostituée n'est pas une personne cloîtrée dans sa chambre en attente de son client, elle n'est pas bannie de la société, totalement en marge de celle-ci. Si, au regard de la société, elle est méprisée et considérée comme déviante, elle n'est pas pour autant en situation de vide social. Ses pratiques culturelles, vestimentaires, culinaires, magico-religieuses, ses représentations du corps et de la sexualité, sa vie matérielle, sa pratique de la ville, son rapport à la campagne (son lieu d'origine)...., tous ces éléments témoignent de son intégration culturelle, peut-être plus que sociale, dans la société et des ressources immatérielles dont elle dispose pour ne pas être totalement au ban de la société. J. Mathieu et P.-H. Maury citent plusieurs exemples de prostituées qui ont pu garder un lien avec leur famille, essentiellement les membres féminins, ont investi leur gain dans l'achat de terres cultivables ou de troupeaux, ont pu se marier et s'installer à la campagne. De même, les patronnes, pas toujours célibataires, pouvaient mener une vie familiale en dehors du quartier réservé. On voit donc la prégnance de cette division de l'espace, en public et privé³¹, qui permet à la prostituée d'investir divers registres de pratiques et de comportements sans qu'elle soit assignée ou condamnée à un seul de ces registres.

Plaidoyer pour la fermeture de Bousbir

La dernière partie de ce document, qui en forme la conclusion, place l'expérience du quartier réservé dans une problématique plus générale, dépassant ce cas particulier pour envisager la question de la gestion institutionnelle de la prostitution que ce soit au Maroc ou ailleurs. Le débat qui divise les abolitionnistes et les réglementaristes est posé, discuté et nuancé, statistiques à l'appui, en référence aux observations recueillies sur le terrain marocain, en l'occurrence le quartier réservé de Bousbir. Les données statistiques tendent à démontrer l'inefficacité et l'incapacité du système « concentrationnaire » à lutter contre la prostitution clandestine et ses risques. Cette lutte demeure donc marginale. Car ce système ne concerne que 2,13 % de la prostitution surveillée à Casablanca (640 prostituées), alors que le nombre approximatif de prostituées exerçant clandestinement en ville est de 3 000 à 6 000.

C'est dans le cadre de cette partie conclusive que les auteurs sortent de leur « réserve méthodologique » et de leur neutralité pour affirmer leurs convictions et leur parti pris. Cela s'explique par la portée réformatrice et appliquée de leur étude qu'ils se sont forcés à ne pas aborder en

introduction ni au cours de l'analyse des données de leur terrain. Cette étude, dont les commanditaires ne sont pas cités, relève du champ des enquêtes de réforme et d'action sociales³² fondées sur la connaissance préalable de la population concernée. Cela constitue un autre élément de parenté avec les enquêtes de type leplaysien auxquelles certains responsables du protectorat étaient sensibles et parmi eux Lyautey.

Certains indices indirects nous permettent d'identifier les commanditaires, non cités dans le document, de cette enquête: d'une part, le tampon du Service médico-social apposé au dos des photographies contenues dans ce document et, d'autre part, la mention déjà évoquée de R. Montagne, dans *Naissance du prolétariat marocain*.

Dans leur conclusion, les auteurs discutent les différentes politiques de gestion institutionnelle de la prostitution. Ils dégagent quatre conceptions et doctrines en cette matière:

- *l'étatisme sanitaire* soumet les femmes et les hommes à l'obligation des soins;
- *l'abolitionnisme* supprime toute obligation, tout contrôle policier ou internement et privilégie la notion de « délit pénal de contamination » appliqué de la même manière aux hommes et aux femmes. Cette conception prône, également, l'éducation sexuelle;
- *le réglementarisme* s'appuie sur la répression et la surveillance policières et sur le contrôle médical. C'est le cas des quartiers réservés et des maisons closes surveillées.
- une conception médiane qui *concilie l'abolitionnisme et la réglementation*. Elle a un caractère social plus affirmé qui se traduit par des réformes économiques, des actions de réinsertion, d'assistance et de rééducation des prostituées et par la protection de ces dernières face à toute forme de proxénétisme.

J. Mathieu et P.-H. Maury stigmatisent la formule du quartier réservé et en démontrent l'inefficacité et, plus grave encore, les dérives et l'arbitraire. Pour les auteurs, Bousbir ne permet que la prospérité du proxénétisme exercé par les patronnes ou bien par l'État à travers certains de ses agents: policiers, gardiens du quartier réservé ou personnel médical. « Exploitée dans le quartier réservé par la patronne, par la police, quelquefois par son client de passage, elle [la prostituée] peut devenir même une source de revenus pour le personnel musulman du dispensaire.

[...] Même chez des médecins, l'appât du gain a faussé la conscience professionnelle. » (p. 133). Ils écrivent, plus loin, qu'« en créant des quartiers

réservés, l'État lui-même se met en opposition avec la loi » (p. 135); et ils se posent la question de savoir si ce dernier, une fois que prend fin le contrat le liant à la compagnie immobilière « La Cressonnière » (compagnie qui a construit le quartier de Bousbir et qui gère la location des maisons), ne deviendrait pas le proxénète « officiel » de Bousbir.

Le système concentrationnaire et inhumain que représente aux yeux des auteurs le quartier de Bousbir ne garantit ni la lutte contre le « péril vénérien » ni la protection de la prostituée; au contraire il est considéré comme un lieu qui favorise l'exploitation de la prostituée, voire son esclavage. Ce système est en cela en contradiction avec les recommandations de l'organisation Nations unies et de la déclaration du 10 décembre 1948, citée par les auteurs, portant sur les droits de l'Homme, ainsi qu'avec la convention du 2 décembre 1949 pour la lutte contre la traite des « être humains » et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Convention « interdisant toutes les maisons de prostitution et la mise en carte des prostituées, même pour des motifs soi-disant sanitaires ». (p. 129).

La lutte recommandée par les auteurs concerne moins la prostitution en tant que pratique que les menaces qu'elle représente quand elle n'est pas accompagnée d'une politique de prévention. Le vrai danger de la prostitution réside, selon les auteurs, dans la contamination : *le péril vénérien*. L'éradication de ce mal ne donne pas lieu, de la part des auteurs, à un discours moralisateur ou répressif mais à un discours qui privilégie l'hygiène, la prévention sanitaire et un certain volontarisme qui fonde son espoir dans le progrès de la science et plus particulièrement de la « physio-chimie ».

Parallèlement à l'action prophylactique, les auteurs insistent sur les dimensions de réforme sociale et économique ainsi que sur l'alphabétisation et l'éducation. Toute préoccupation éthique ou moralisante risque d'introduire, selon les termes des auteurs, un « détour hypocrite ». Ces diverses recommandations et orientations pour la réforme de la gestion institutionnelle de la prostitution restent en cohérence avec la définition que les auteurs ont donné de celle-ci; à savoir qu'il s'agit d'un fait économique lié au mouvement de prolétarianisation de la société et aux dynamiques de déstructuration qu'elle subit: « Les causes de la prostitution sont des causes économiques. Des mesures gouvernementales sur le plan national et international, dirigées contre la pauvreté, la misère, les salaires insuffisants, le chômage, la faim et des taux démographiques trop élevés, doivent leur être opposées. » (p. 134)

Leur démarche se voulait lucide, « clinique », abordant sans « hypocrisie » — avatars d'un esprit charitable ou moralisateur — la question de la prostitution surveillée. Seules l'enquête statistique et l'observation de terrain peuvent, selon les auteurs, réaliser ces qualités d'objectivité et permettre ce regard critique. J. Mathieu et P.-H. Maury ne répondent pas à l'image du médecin « visiteur du pauvre »³³, philanthrope et moralisateur, associant dans sa démarche hygiène des corps et des esprits; mais renvoient à celle du médecin qui fonde son action réformiste sur une connaissance « sûre » que les sciences sociales (et surtout les outils d'enquête qu'elles élaborent) et leur pouvoir de « désenchantement » permettent de réaliser. Les faits, rien que les faits !

Bousbir n'est pas une des alcôves du *harem colonial* qu'enchanterait la présence des odalisques et bayadères chantée par un certain orientalisme, mais l'« arrière-cour » des bidonvilles de Casablanca, de la médina prolétarisée qu'alimentent l'exode rural, la misère, la pauvreté des femmes prostituées que retiennent l'enfermement et l'esclavage. Bousbir représenterait, selon ces deux auteurs, le deuil de l'érotisme et de l'exotisme coloniaux.

Documents et sources utilisés

Le texte est accompagné d'un ensemble de photographies et d'une annexe, riche en informations, composée de documents officiels³⁴ et surtout de deux glossaires (arabe-français et français-arabe).

Les auteurs ne cherchent pas, à travers les photographies qu'ils présentent, — en cohérence avec leur démarche — un effet d'« exotisme »; effet très présent dans les photographies de l'époque sous couvert d'ethnographie que cache mal la mention « scènes et types » (le *type* de la « Fatmah », de la « Nègresse », de l'« Arabe citadine », de la « femme des Ouled-Naïl », de la « belle Mauresque », de la « Bédouine »...³⁵) qui leur sert de légende et que la carte postale a permis de populariser et de diffuser en France même.

J. Mathieu et P.-H. Maury présentent, au contraire, des photographies qui ne recherchent aucun érotisme ni aucune transparence arrachée à l'opacité des intérieurs et à l'intimité des femmes : aucun sein nu n'est exhibé, aucune posture lascive, rien qui indiquerait l'identité professionnelle de ces femmes prostituées. Ce qui frappe, au contraire, c'est leur « banalité » qui ne les distingue pas des autres Marocaines. Certes, elles portent, pour la plupart, des vêtements soignés mais cela ne suffit pas à les différencier d'une femme marocaine se rendant à une fête de mariage, par exemple. Ce soin manifesté

n'est synonyme que du souci de soi et de la mise en scène qu'induit la présence d'un objectif photographique. Le costume n'est, en aucun cas, un marqueur de l'exercice de la prostitution. Les femmes sont parfois voilées.

Les scènes — et non le « type racial », professionnel, ethnique... — dont rendent compte ces photographies, sont plus informatives que connotatives; elles n'ont de justification que comme para-texte: illustrant, indiquant et informant sur un des aspects des pratiques vestimentaires ou esthétiques et de la vie matérielle des prostituées. En cela, la documentation photographique trouve sa place au sein du dispositif d'observation ethnographique comme une source d'information parmi d'autres.

Une autre source d'information, constituée en corpus annexé par les auteurs à ce document, est composée du parler marocain en général et des prostituées en particulier. Près de quarante pages sont consacrées à la présentation de ce parler sous forme de glossaires français-arabe et arabe-français et accompagné des néologismes entendus au cours de l'enquête. Les auteurs citent également un ensemble de sobriquets et les termes désignant les organes génitaux dans le parler des prostituées. Le système de transcription adopté est celui de H. Mercier. Les mots sont donc transcrits et traduits parfois en référence au contexte discursif de leur énonciation. Ce qui permet de montrer les divers registres langagiers utilisés selon la nature du contexte et l'identité du locuteur.

Malgré la gêne manifestée par les auteurs face à ce vocabulaire qu'ils qualifient de « vulgaire », ils n'hésitent pas à le présenter et à en relever l'intérêt. Les auteurs, dès les premières pages, en justifient l'usage: « Le lecteur sera certainement plus d'une fois surpris de trouver sous notre plume des mots triviaux et grossiers. La simple honnêteté voulait que Bousbir fut décrit tel qu'il est. » (p. 38). Une des recommandations de M. Mauss, déjà citée, voit ici son application.

La richesse et la variété thématique de cet ensemble lexical ne peuvent que susciter un vif intérêt de la part du linguiste, du lexicologue, de l'ethnolinguiste et bien sûr de tout chercheur travaillant sur le langage du corps, de la sexualité et plus largement de la vie matérielle de la société marocaine... De même, cet ensemble lexical témoigne des interactions sociales qui se déroulaient dans le quartier réservé entre prostituées et étrangers, européens ou américains, car il porte les traces d'hybridation à travers un certain « sabir », fruit de ce commerce des corps, des langues et des objets...

Épilogue...

C'est en 1953, trois ans avant l'indépendance du Maroc, qu'on décida de fermer définitivement les quartiers réservés et Bousbir fut le premier de la liste. L'enquête de J. Mathieu et P.-H. Maury n'est pas tout à fait étrangère à la prise de cette décision. Leur rapport accablant et leur critique acerbe de ce système, dont ils ont démontré le caractère « concentrationnaire » et l'inefficacité, a influé, semble-t-il selon A. Adam, sur la décision prise par le Comité consultatif de la santé publique. A. Adam évoque d'autres considérations politiques qui n'y furent pas non plus étrangères. « Les nationalistes, écrit-il, s'indignaient depuis longtemps, et à juste titre, de la publicité de mauvais aloi donnée parfois aux quartiers réservés des villes marocaines et demandaient pourquoi les Français, qui avaient aboli chez eux les maisons de tolérance, les conservaient au Maroc³⁶. » On évoqua, également, la présence de « terroristes » à l'intérieur de Bousbir; ce quartier était censé leur assurer une « retraite » et un refuge sûrs.

Après l'indépendance, le quartier de Bousbir a été conservé et n'a subi aucun changement qui l'aurait affecté en matière d'urbanisme et d'architecture. Les descriptions qu'en ont donné J. Mathieu et P.-H. Maury restent valables hormis, bien entendu, sa fonction de quartier réservé aux prostituées. Il sert désormais de quartier de résidence réservé aux *mokhazni* (gardes faisant partie des forces auxiliaires) et à leurs familles.

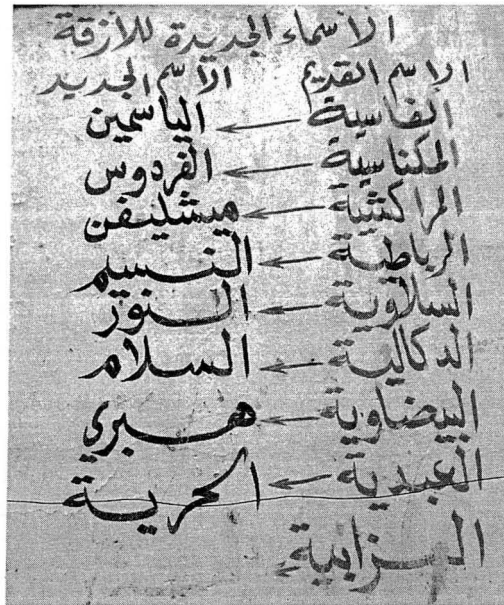
Au mois d'avril 1996, j'ai visité ce quartier dont je n'avais jamais entendu parler avant la découverte de ce document. D'autres Casablancais m'ont fait part de leur ignorance du passé de ce quartier. Les Casablancais ne l'appellent plus d'ailleurs Bousbir mais quartier de la Baladiya (municipalité), réservant le nom de Bousbir au premier quartier de ce nom situé dans l'ancienne médina. Les quelques femmes, habitant actuellement Bousbir et avec lesquelles j'ai pu m'entretenir à propos de leur connaissance du passé de ce quartier, ont manifesté une certaine gêne liée à cette mémoire. Mémoire qui reste encore inscrite sur les plaques de rues dont seul un regard averti peut en repérer le sens et la présence qu'elles évoquent. Fait rare, dans le domaine de la toponymie des villes marocaines, toutes les rues de Bousbir portent le nom de femmes désignées par leur provenance géographique. C'est ainsi que l'on découvre la rue de la Fassia, de la Doukkalia, de la Chaouia, de la Bidaouia, de la Meknassia, de la Rbatia...

La présence des femmes dans l'espace public est forte et massive: celles-ci y circulent, sans voile, se rassemblent, vont chercher l'eau à la fontaine,

s'adonnent à quelques activités domestiques sur le seuil de leur maison. Les hommes, par contre, sont rares. L'aspect clos de ce quartier ménage ce genre d'appropriation de l'espace public et soustrait ce quartier au bouillonnement, à la frénésie de la vie commerciale qui se déroule autour. Cette même vie fait écran, par divers aménagements (auvents, circulation dense, *qissariya*...), à Bousbir et personne, sauf les avertis, ne peut en soupçonner l'existence.

Mais cela est une autre histoire et le Bousbir d'aujourd'hui mériterait une nouvelle enquête !

Août 2002 : une nouvelle visite du quartier de Bousbir m'oblige à réactualiser mes propos concernant la toponymie singulière de ce quartier. En effet, la municipalité a débaptisé ses rues, occultant ainsi cette mémoire. On trouve inscrits sur un mur à l'entrée de Bousbir, les nouveaux et les anciens noms, en vis-à-vis, invitant les résidents ou les visiteurs à mémoriser les nouveaux et à oublier les anciens (voir photo ci-dessous).



© Abdelmajid Arrif, 2002.

notes

* Les numéros de pages cités dans le texte et entre parenthèses renvoient au texte de J. Mathieu et P. H. Maury.

1. Archives de la Direction de la santé publique, 1951 (inédit).
2. *Casablanca et sa région*, Guides Maroc-Presses, Casablanca, 1943.
3. Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*, Paris, NRF, 1949.
4. André Adam, *Bibliographie critique de sociologie, d'ethnologie et de géographie humaine du Maroc*, Alger, Mémoires du Centre de recherches anthropologiques, pré-historiques et ethnologiques, 1972.
5. C'est l'exemple du traitement de la prostitution appliquée à la tribu des Oulad Naïl en Algérie.
6. L'échantillon de cette enquête est composé de 640 prostituées exerçant dans Bousbir même.
7. Robert Montagne, *Naissance du prolétariat marocain. Enquête collective 1948-1950*, dirigée et rédigée par R. Montagne, Paris, éd. Peyronnet & Cie (*Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, vol. III), 1951, 291 pages.
8. Robert Montagne (1893-1954), officier de marine et sociologue, fut à l'origine de la création du Centre des hautes études d'administration musulmane en 1937. Il a servi successivement au Maroc (1920-1929) et en Syrie où il a été directeur de l'Institut français de Damas (1930-1937). Il interviendra à la fois pour l'organisation institutionnelle de la recherche au Maroc et pour l'organisation d'enquêtes, de monographies et d'études sur le Maroc en liaison avec la Section de sociologie de Rabat.
9. R. Maneville, *Prolétariat et Bidonvilles*, Paris, Archives du CHEAM, 1949-1950.
10. André Adam, *Bibliographie critique*, op. cit., p. 31.
11. Robert Santucci, « Un centre de formation sur l'Afrique et l'Asie modernes : le CHEAM, d'hier à aujourd'hui », *Maghreb-Machrek*, n° 152, avril-juin 1996, p. 37.
12. Michèle Jole, « Les villes et la politique de recherche française au Maroc », *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 147-148, s.d., p. 157.
13. *Ibid.*, p. 166.
14. Abdelmajid Arrif, « Le paradoxe de la construction coloniale du fait patrimonial en situation coloniale. Le cas du Maroc », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 73-74, 1994, pp. 153-166.
15. L'enquête sur Bousbir a été effectuée en 1949-1950 au moment même de la publication de « l'enquête Montagne ».
16. Robert Montagne, *Naissance du prolétariat marocain. Enquête collective 1948-1950*, op. cit., p. 242.
17. *Ibid.*

18. Malek Alloula, *Le Harem colonial. Images d'un sous-érotisme*, Genève-Paris, éd. Garance, 1981.
19. Les auteurs utilisent le terme d'interrogatoire pour désigner les entretiens. Cette désignation n'est pas neutre et dénote le rapport social propre à la situation d'enquête.
20. *Mellab*: quartier juif au Maroc.
21. René Hoffherr et Moris, *Revenus et Niveaux de vie indigènes au Maroc*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1934.
22. André Adam, *Bibliographie critique*, *op. cit.*, p. 39.
23. Marcel Mauss, *Manuel d'ethnographie*, Paris, éd. Payot (Petite bibliothèque), 1967, p. 7.
24. *Ibid.*, p. 14.
25. *Ibid.*, p. 7.
26. On retrouve le même terme « vulgaire » utilisé par Mathieu et Maury.
27. *Op. cit.*, p. 21.
28. *Halqa*: rassemblement, sous forme de cercle, autour d'un conteur, d'un baladin, d'un musicien... dans un espace public.
29. En cas de difficultés économiques ou de crise, le quartier réservé connaît un fléchissement dans ses activités.
30. Mondher Kilani, *Introduction à l'anthropologie*, Lausanne, éd. Payot, 1989, p. 179.
31. L'espace privé doit être compris, dans ce cadre, comme espace clos, ce qui est le cas du quartier réservé, approprié par la prostituée, et lui ménageant une certaine licence. Serait-ce un effet paradoxal de la prostitution réglementée et contrôlée dans un espace « concentrationnaire »?
32. On qualifierait, aujourd'hui, ce type d'étude de « recherche-action ».
33. Gérard Leclerc, *L'Observation de l'homme*, Paris, Le Seuil, 1979.
34. Ces documents comportent des fiches de renseignements établies par la police et les responsables du quartier réservé. Ils présentent des statistiques des délits commis dans ce quartier ainsi que des imprimés administratifs servant au contrôle policier et à la surveillance sanitaire des prostituées. Cet ensemble documentaire est riche en informations et pourrait servir de matériau précieux pour une étude historique qui nous permettrait de compléter cette enquête et notre connaissance de ce quartier.
35. Voir à ce sujet l'analyse que fait M. Alloula dans son livre: *Le Harem colonial...*, (*op. cit.*) d'un corpus de cartes postales portant sur l'Algérie coloniale.
36. André Adam, *Casablanca. Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*, Paris, Éditions du CNRS, 1968, tome II, p. 666.